

Table des matières

Sigle et abréviation	3
Introduction	7
Première Partie :	
Bases théoriques du droit international de la gouvernance	13
Chapitre I - Notion de droit international de la gouvernance	15
Section 1 – Généalogie du concept de gouvernance.....	15
Section 2 – Différentes approches du concept de gouvernance.....	18
§ 1 - L'approche topique.....	19
§ 2 - L'approche des institutions internationales	20
A - Dans le système des Nations Unies.....	20
B - Dans le cadre régional	21
a) Dans le cadre de l'Union européenne.....	21
b) Dans le cadre de l'Union africaine	22
c) Dans le cadre interaméricain	23
C - Dans le cadre des institutions économiques, financières et de développement.....	25
§3 - Approches académiques de la notion de gouvernance	27
§ 4- Définition du « droit international de la gouvernance »	31
Section 3 – Droit international ou droit transnational de la gouvernance ?	35
Chapitre II - Fondements et principes	39
Section 1 – Fondements.....	39
§ 1 - Fondement éthique	39
A – Brèves remarques générales sur le concept d'éthique	39
B – Aperçu sur l'éthique et le droit international	43
§ 2 - Fondements juridiques.....	46
Section 2 – Principes	48
§1 - Primauté du droit.....	49
§2- Transparence	50
§3 - Reddition des comptes ou « responsabilité » (<i>accountability</i>).....	53
§4- Contrôle et sanction	56

§5 – Coopération.....	58
Deuxième Partie :	
Gouvernance politique	61
Chapitre I- L'état de droit	63
Section 1 - l'Etat de droit dans l'ordre interne.....	65
§ 1- La conception originaire de l'Etat de droit et ses insuffisances.....	65
§ 2- La conception actuelle de l'Etat de droit	66
Section 2 - Dans l'ordre international.....	68
§1- Aperçu de son apparition et de sa signification	69
§ 2- Fondement juridique.....	70
§ 3- Régime juridique	72
A- Le principe des sanctions	73
B - Le principe de la responsabilité	74
Chapitre II- La démocratie	77
Section 1- Affirmation du principe de légitimité démocratique	79
§ 1- Au niveau universel	80
A – Droit « dur » (<i>Hard law</i>).....	80
1. La déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.....	80
2. Les Pactes internationaux des droits de l'homme de 1966	81
3. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1965	84
4. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979	84
B – Principes généraux du droit	85
C – Droit « souple » (<i>Soft law</i>).....	85
§ 2- Au niveau régional et sous-régional	90
A - Dans le cadre du Conseil de l'Europe	90
B - Dans le cadre de l'Union africaine	91
C - Dans le système interaméricain	95
D- Dans le cadre des regroupements linguistiques internationaux.....	99
1- Commonwealth	99
2- L'Organisation internationale de la Francophonie	100

TABLE DES MATIERES

E - Au niveau sous-régional : le cas de la CEDEAO.....	100
§ 3- Un paradoxe : les coups d'Etat militaire au nom de la démocratie et de la bonne gouvernance	102
Section 2- Contrôle et suivi	106
§ 1- Mécanismes préventifs institutionnalisés	106
§ 2- Mécanismes <i>ad hoc</i> diplomatiques : la médiation internationale au service du respect du principe de la légitimité démocratique.....	108
A - Médiations concluantes ou constructives.....	109
B - Médiations contrariées.....	112
Section 3- Approfondissement et réalisation par l'internationalisation du droit électoral	116
§ 1- Fondement juridique	117
§ 2- Mécanismes internationaux de promotion et contrôle des élections... ..	118
Chapitre III – Sanctions	121
Section 1- Dispositifs	121
Section 2- Réalisation	123
§ 1- Conquête anticonstitutionnelle ou non-démocratique du pouvoir	124
§ 2- Conservation antidémocratique du pouvoir	131
§ 3- Violation grave des droits de l'homme dans le cadre d'un soulèvement ou d'une insurrection populaire contre un pouvoir autocratique	138
Section 3- Observations sur les sanctions comme moyens de répression des atteintes aux principes de la gouvernance politique	139
§ 1- L'évolution des sanctions globales aux sanctions ciblées	139
§2- Sanctions ciblées	143
Section 4- Contrôle juridictionnel des sanctions.....	146
§1 – L'affirmation de la primauté du droit onusien sur le droit interne par le Tribunal de Première Instance des Communautés européennes	146
§2 – Le renversement de la jurisprudence du TPICE par la Cour de Justice des Communautés européennes (CJCE)	148
§3 – L'idée d'une Cour constitutionnelle internationale.....	150

Chapitre III - Responsabilité de protéger	153
Section 1 – Genèse.....	153
Section 2 – Contenu	158
§1- L'énoncé originaire.....	158
§ 2- Le développement subséquent par le Secrétaire général	159
Section 3 – Réalisation	163
§ 1- Mise en œuvre sans recours à la force	163
§ 2- Mise en œuvre avec recours à la force	164
§ 3- Cas de blocage de la mise en œuvre de la responsabilité de protéger	170
Section 4 - Perspectives de responsabilité internationale	173
§ 1- Position du problème	173
§ 2- Perspectives d'application du droit de la responsabilité dans le cadre de la mise en œuvre de la responsabilité de protéger	176
A - Responsabilité de l'organisation internationale	176
B - Responsabilité de l'Etat.....	183
Troisième partie : Gouvernance économique	185
Chapitre I- Pratiques prohibées	187
Section 1- La corruption	187
§1- Développements juridique de la lutte contre la corruption	189
§2- La Convention des Nations Unies contre la corruption.....	193
A - Présentation générale.....	193
B – Principe de recouvrement des valeurs patrimoniales acquises illicitement	194
C-Quelques problèmes de mise en œuvre	196
§ 3- Notion de corruption.....	197
Section 2 - Autres pratiques prohibées : les infractions assimilées à la corruption	203
§ 1- Considérations générales	203
§ 2- Cas spécifique du blanchiment d'argent.....	204
Chapitre II -Contrôle, sanction et répression	209
Section 1 - Mécanismes de contrôle et de sanction	209

TABLE DES MATIERES

§ 1- Le contrôle international et la sanction de la gestion des finances publiques	209
A- L'exigence de la transparence dans la gestion des Finances publiques	210
B- Le contrôle international de la gestion des finances publiques d'un Etat en temps de crise économique et financière	210
1) Le contrôle par les institutions financières internationales, en particulier le Fonds Monétaire Internationale (FMI) ou par une structure d'intégration régionale	210
a) L'aide financière du FMI et les conditionnalités.....	211
b) Le cas de la Grèce	213
2) Contrôle juridictionnel international des mesures de gestion d'une crise des finances publiques : le cas de l'Argentine	216
§2 - Le contrôle de la gestion des ressources provenant des industries extractives	220
A - L'initiative de la Transparence pour les industries extractives	220
B - Le « Processus de Kimberly »	223
§ 3- Les mécanismes de lutte contre la corruption et les infractions assimilées	229
A - Généralités.....	229
B - Les mécanismes adoptés par les organismes financiers	230
1-Le GAFI.....	230
2-Les mécanismes régionaux	232
Section 2 – Sanction	233
§ 1- Développement	235
A – Quelques affaires devant les juridictions nationales.....	235
1- L'affaire du « Scandale des ordures » (Allemagne).....	236
2 – Les affaires des <i>Frégates de Taïwan</i> et <i>Elf</i> , (France).....	236
a) L'affaire des <i>Frégates de Taïwan</i>	237
b) Les affaires <i>Elf</i>	240
c) L'affaire <i>concernant une société industrielle française</i>	243
3 – Les affaires des « <i>Biens mal acquis</i> » de certains Chefs d'Etat africains en France (France)	244

4 – Les actions judiciaires contre trois chefs d’Etat d’Afrique du nord en Suisse.....	249
5 - Autres affaires.....	249
B - Devant les juridictions arbitrales internationales.....	254
1- Le principe originaire de la non-arbitralité des questions de corruption	254
2- L’évolution de la jurisprudence : l’arbitralité des questions de corruption	256
§2- Obstacles à la sanction judiciaire à la répression.....	261
A - Obstacles juridiques à la répression	261
1- Obstacles substantiels	261
2 – Obstacles processuels.....	264
B - Les obstacles techniques pratiques	265
Chapitre III – La récupération des avoirs spoliés.....	269
Section 1 : Etat du droit conventionnel et du droit dérivé de l’UE.	269
§1- Etat du droit conventionnel.....	270
§ 2- Le droit dérivé de l’UE	273
Section 2 : Rôle fondamental de la coopération judiciaire internationale.....	276
§ 1- Le principe de la coopération judiciaire en matière de récupération des avoirs spoliés	276
§ 2- Les obstacles à la coopération	279
Section 3 – Processus de récupération.....	282
§ 1- Considérations générales	282
§ 2- Appréciation du processus à la lumière de quelques cas concrets.....	282
A - La récupération ou remise judiciaire classique.....	284
1-Considérations générales	284
2-Etapes du processus	285
a) Les mesures à prendre par l’Etat spolié : l’enquête et les mesures judiciaires requises	286
b) Le blocage ou gel des avoirs spoliés	288
i) L’affaire <i>Abacha</i>	289
ii) L’affaire <i>Duvalier</i>	294
iii) L’affaire <i>Marcos</i>	297

TABLE DES MATIERES

iv) L'affaire Mobutu.....	299
c) La confiscation	302
d) La remise	303
B - La remise « spontanée » ou « restitution à procédure simplifiée »...	307
Conclusion générale	313
Bibliographie	315
Index alphabétique.....	329

Impression & brochage **sepec** - France
Numéro d'impression : 03163130702 - Dépôt légal : août 2013

